

*Dans cet article, Cecilia Rikap analyse les transformations de l'Université en lien avec un capitalisme en mutation constante, interroge la place de l'Université dans une stratégie révolutionnaire et ébauche des pistes concernant ce qu'elle nomme « l'Université de transition ».*

*Cecilia Rikap est doctorante au CONICET (équivalent argentin du CNRS) au Centre d'études pour la planification du développement de l'Université de Buenos Aires, où elle enseigne au sein de la Faculté des sciences économiques. Elle est secrétaire du syndicat des enseignants de sa faculté et membre de l'organisation politique de gauche radicale COB-La Brecha issu des mobilisations de décembre 2001 (et autonome des principaux partis trotskistes argentins).*

*Dans ce contexte, parallèlement au mouvement de récupération d'usines, des étudiants et des enseignants ont pris différentes initiatives (comme organiser des cours parallèles, proposer une maquette de licence alternative, empêcher l'élection d'un président d'université lié à la dictature ou imposer le renouvellement de certains enseignants critiques, etc.) dont certaines se sont pérennisées.*

On ne saurait penser ni construire une nouvelle société sans partir des fissures de la société présente, sans épuiser le développement des institutions existantes. L'Université est l'une de ces institutions chargées de contradictions, soulevant de nombreuses questions pertinentes pour le développement d'une stratégie révolutionnaire. L'Université perdurera-t-elle sous le socialisme ? Comment devrait-elle être ? Quels sont les changements que nous pouvons commencer dès aujourd'hui à construire par un projet d'Université de Transition vers le dépassement du capitalisme ? Ce sont quelques-unes des questions que nous souhaitons aborder ici.

La tempête gronde à l'Université. Certaines disciplines ont été laissées de côté en faveur d'autres ; les recherches continuent à se spécialiser, perdant de vue la dimension globale des problèmes qui motivent notre élaboration conceptuelle. Se développe un sentiment angoissant de ne pas savoir où nous en sommes, une sensation d'incapacité à comprendre le monde. L'Université a sa part de responsabilité dans cette situation, en tant qu'unité de production et de reproduction de la culture. La disparition de la recherche guidée par la curiosité, par la nécessité de répondre aux incohérences du monde, est également une menace potentielle pour la production technologique. "[A] greater emphasis on applied science will deflect resources from more basic, fundamental research and thus destroy the 'seed corn' of technological progress" (Matkin, 1990, pp. 10-11).

A partir de ce point de départ, nous proposons de réinterpréter les transformations récentes de l'Université dans le contexte de la différenciation intrinsèque du capital (Levin, 1997) avec une perspective stratégique. Cependant, pour comprendre les changements de l'Université actuelle et pour développer un modèle analytique cohérent, il faut que nous remontions dans le temps et que nous reconstituions conceptuellement l'histoire de l'Université, en portant une attention spécifique à ce qui la distingue du reste de la société. Notre ligne directrice pour une telle tâche sera donc le concept de l'autonomie universitaire (AU), qui sature son histoire.

### **Bref reconstitution de l'histoire de l'Université**

*L'Université médiévale (UM) <sup>1</sup>, modèle idéal qui correspond à la genèse de cette institution, est la figure dominante avant la modernité. Elle est contemporaine de l'irruption du capitalisme commercial en Europe. L'Université se fonde au XIII<sup>e</sup> <sup>2</sup> siècle comme corporation ou guildes d'étudiants (universitas scholarium) ou d'enseignants (universitas magistrorum). Comme les autres guildes médiévales, elle se caractérise par une exigence d'indépendance vis-à-vis de la justice civile,*

*du roi, du prince ou du seigneur féodal propriétaire du terrain sur lequel elle se tient. Ainsi, l'UM se construit à partir d'une demande d'autonomie<sup>3</sup> qui, dans ce contexte, est une demande de liberté pour les enseignants et les étudiants, d'auto-gouvernement. On appelle autonomie corporative cette dimension du concept d'autonomie universitaire qui recouvre la capacité d'auto-gouvernement, l'indépendance des pouvoirs extérieurs et la prise de décision collective en interne.*

Ce modèle est tombé en déclin lors de la formation des grands Etats-nations capitalistes. L'Université a été profondément transformée par le projet des Lumières. Le modèle émergent alors, que nous appelons l'Université des Lumières (UL)<sup>4</sup>, incorpore d'une façon récapitulative l'UM. Cette incorporation reconfigurée de l'Université Médiévale dans l'UL s'articule autour du développement du concept de l'Autonomie Universitaire (AU) à partir de l'autonomie de la guilde ou de la corporation de l'UM. C'est le point de départ pour travailler, à partir de cette notion d'AU, l'unité et la différence de chaque modèle d'Université. Chaque modèle développe un nouveau stade qui sera vu comme un tout et avec le recul comme le concept de l'AU qui correspond à cette période.

La production de la connaissance rationnelle organise l'UL. Cette Université est l'institution de la Science. Cette conception de l'Université correspond à une extension de l'AU : une seconde dimension s'ajoute à l'autonomie corporative, instaurant un dualisme autonomie corporative / autonomie de la raison.

L'UL maintient la devise «autonomie-corporative» du début du Moyen-âge, en tant qu'institution régie par ses propres règles. Cependant, une telle autonomie-corporative a été adaptée à son nouvel environnement ; elle ne s'utilise pas pour se séparer du seigneur féodal, du prince ou du roi comme pour l'UM. Au lieu de cela, l'UL revendique son autonomie comme un domaine distinct de l'Etat Moderne et de la Société Civile<sup>5</sup>. Parallèlement, l'autonomie de la raison introduite avec l'UL est une autonomie pour connaître et penser. Il s'agit, selon Kant ([1784]2009), du dénominateur commun des Lumières Bourgeoises, une pensée *libre de toute tutelle*. Cela signifie que l'UL se déclare libre de toute influence d'intérêts particuliers, commerciaux comme politiques. Elle n'est engagée que dans une unique relation sociale générale, la relation scientifique. Tous, enseignants comme étudiants, devraient alors consacrer l'essentiel de leur temps à la recherche. Ce modèle est à l'origine de l'idée d'un enseignement universitaire fondé sur un dévouement total à la recherche.

Ces deux dimensions de l'autonomie bâtissent un mur entre l'Université et la Société Civile. Cette mise à distance permet d'ailleurs à l'Économie Politique de prendre la Société Civile comme objet d'étude. L'homme moderne, comme sa société, est alors divisé en trois. Pour l'État, c'est un citoyen ; dans la Société Civile, c'est un *homo-mercator* ; à l'Université, c'est un philosophe ou un scientifique. Mais le concept d'autonomie est plus radical car l'individu est autonome dans chacune des sphères où il opère.

En tant que citoyen, un être humain est soumis aux lois qu'il a instituées comme législateur, il agit dans les institutions à travers lesquelles l'autonomie politique et l'autonomie collective se matérialisent et se réalisent. Comme *homo-mercator*, sa conscience est celle d'un producteur privé, autonome et indépendant qui échange suivant son libre-arbitre et ses besoins, sans contraintes (Marx, [1867]1973, sec. 1). Il est libre d'agir, c'est-à-dire de vendre et d'acheter, uniquement soumis aux lois du marché. Enfin, les relations scientifiques doivent également être libres pour que se déploie le travail du concept<sup>6</sup>La Science, comme processus de production créatif ou poétique, imprime une dimension particulière à la conception bourgeoise de l'autonomie, que nous résumons dans la catégorie de l'autonomie de la raison (Kant, [1784]2009). L'universitaire se comprend lui-même comme participant de la construction de la Science. Être libre d'agir, pour lui, c'est être libre de produire des connaissances.

L'UL, comme l'Université entièrement autonome, s'est imposée comme figure dominante au XIX<sup>e</sup>

siècle dans les principales capitales face à un modèle alternatif et contemporain, le modèle napoléonien d'Université Impériale, exempt de toute idée d'autonomie. C'est à partir de ce dernier modèle qu'on trouve les racines de l'Université du Capital Technologique, et de la scission entre l'enseignement et la recherche qui la caractérise.

Or, peu à peu depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et de façon décisive après la Seconde Guerre mondiale, l'expérience pratique a fait apparaître les limites du modèle d'Université des Lumières. Les principes d'autonomie corporative et d'autonomie de la raison ont commencé à entrer en conflit avec les changements profonds dans le capitalisme, changements qui n'ont cessé de s'approfondir depuis. Ces transformations ont fini par étouffer l'UL et reconfigurer l'AU. L'Autonomie Universitaire prend alors une nouvelle forme, marquée par l'évolution du capitalisme.

### **La différenciation intrinsèque du capital. Troisième Théorie Économique Générale.**

De même que l'UL n'est plus le modèle dominant d'université aujourd'hui, le capitalisme contemporain n'est plus celui qui l'a vu se développer. La théorie des capitaux homogènes que l'on trouve dans l'œuvre de Marx, et aussi chez les penseurs classiques, décrit une concurrence entre égaux. Par définition de la Société Civile, ces capitaux homogènes entrent en relation en l'absence de pouvoir. Dans ce scénario, où personne ne peut s'approprier les fruits de la production scientifique et technologique de l'Université, il est logique d'observer que les liens entre les entreprises capitalistes et les établissements d'enseignement supérieur ont été sporadiques, occasionnels, non systématiques.

Levin (1997) explique qu'une nouvelle configuration peut découler de la poursuite incessante de profit extraordinaire pour chaque capital individuel via les innovations : si certaines des entreprises en tête dans cette course technologique réinvestissent une part de leur profit extraordinaire en vue de garder leur avance, elles peuvent attendre de nouvelles réussites en matière d'innovation. Une telle dynamique a participé à transformer profondément et sans retour le capitalisme.

Cet engrenage de l'accroissement de l'avance technologique s'est répété encore et encore. Il a progressivement engendré un processus irréversible de différenciation entre les entreprises capitalistes : l'innovation sort du domaine de l'aléatoire. Par conséquent, le privilège de l'innovateur - obtenir des gains extraordinaires - permet son caractère temporaire. Cette source supplémentaire de plus-value, qui permet au capital innovant de s'approprier plus de valeur que celle représentée par ses marchandises, se maintient dans le temps, en différenciant les entreprises constituées autour de ce type de capital de celles incapables de dégager de tels profits extraordinaires. Les premières, dénommées entreprises à capital « potentialisé » par Levin (1997), « soumettent » le capital de la seconde catégorie d'entreprises, à capital simple ou « réduit ». Les innovations permettent en effet aux premières de dégager un taux de profit durablement supérieur au taux moyen, établi aux dépens des secondes, dès lors que l'avance technologique accroît la capacité à poursuivre le processus d'innovation. Au niveau global de la société, l'excédent de production capitaliste est en principe le même ; mais la répartition de cet excédent s'en trouve modifiée. La différenciation technologique intrinsèque du capital industriel est alors lancée (Levin, 1997).

L'entreprise à capital potentialisé peut constituer autour d'elle un sous-système de production afin d'exploiter au mieux son avance technologique pour s'approprier d'une plus large part de l'excédent. Les sous-systèmes constituent des zones intermédiaires entre l'entreprise individuelle au fonctionnement interne planifié et le capitalisme global, en tant que système anarchique imprévisible. Si c'est sur la base d'innovations originelles que l'entreprise à capital

potentialisé dispose du pouvoir exclusif de planification au sein de son sous-système, elle peut ensuite externaliser y compris les activités de recherche d'innovations. D'autres moyens peuvent également être mis en œuvre pour maintenir et d'accroître leur taux de surprofit ; généralement elle décentralise le capital tout en maintenant son caractère centralisé. Cette apparente contradiction se résout par le renforcement de la hiérarchie établie entre les entreprises. Au sein d'une économie au capital technologiquement différencié, une troisième catégorie d'entreprises, les entreprises à capital technologique, se voit confier le rôle de produire de nouvelles techniques pour les entreprises à capital potentialisé (Levin, 1997), dans une relation de sous-traitance voire d'absorption (par exemple par l'achat d'une start-up). Santos (2009) fait valoir que, dans ce contexte, l'Université joue alors le rôle d'entreprise de ce type.

Selon Levin (1977), les entreprises à capital potentialisé et les universités forment des circuits d'innovation avec d'autres institutions scientifiques et techniques : des laboratoires (publics, privés, mixtes), des organismes publics, etc. Comme dans le sous-système, dans chaque circuit d'innovation une entreprise à capital potentialisé planifie la production, et est la seule à adopter une perspective d'ensemble du circuit. Ici non plus, il ne faut pas comprendre que c'est l'entreprise à capital potentialisé qui produit seule l'innovation : l'innovation est plutôt le résultat d'un processus qui se déroule tout au long du circuit d'innovation. Mais elle a le plus grand pouvoir de contrôle sur les recherches. Elle les oriente en fonction de ses intérêts et, dans ce sens, elle les planifie. Bien sûr, le résultat de ces processus conserve sa part d'incertitude, mais le risque économique associé n'est pas supporté principalement par le capital potentialisé : il peut le faire porter sur un autre chaînon du circuit.

Les sous-systèmes sont combinés avec des circuits d'innovation. Dans les premiers prédomine la production de marchandises, tandis que les seconds sont caractérisés par la production créative ou poïétique<sup>7</sup>. À ce stade, on comprend l'importance de penser la totalité des processus de production sociale pour développer ce que Levin (2010) appelle une Troisième Théorie Générale qui reste à écrire. C'est-à-dire qu'il faudrait y inclure ce que les auteurs classiques et Marx ont échoué à concilier avec la production traditionnelle de marchandises : la production créative (où la production des concepts et des innovations occupe une place préférentielle), que Levin a appelé *poièsis*. C'est dans cette perspective que nous nous efforçons de participer à l'étude de l'Université comme unité de production de la science et de la technologie.

En bref, la théorie du capital technologiquement différencié vise à incorporer à la théorie économique une explication cohérente de la perte d'homogénéité entre les entreprises, la différenciation prenant pour base la prise de contrôle par une catégorie d'entreprises sur la capacité à innover. Ces entreprises ont repris la capacité humaine de recréer et de modifier les techniques de production. L'entreprise de capital potentialisé réalise un taux du profit plus élevé que la moyenne de façon permanente grâce à son contrôle sur les innovations, une position qui se perpétue puisque l'innovation réalisée donne un avantage pour continuer à innover. Cette entreprise dispose d'un double monopole : de l'innovation et de la reconfiguration de son sous-système de production.

## L'Université du Capital Technologique (UCT)

On a déjà dit que peu à peu depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et de façon décisive après la Seconde Guerre mondiale, les principes d'autonomie corporative et d'autonomie de la raison ont commencé à entrer en conflit avec des changements profonds dans le capitalisme, devenu intrinsèquement différencié. Cependant, nous avons également indiqué que l'Autonomie Universitaire (AU) reste en vigueur, mais sous une nouvelle forme : elle est reconfigurée dans un nouveau contexte. Le nouveau monde capitaliste exige la construction d'un nouveau modèle d'Université, qui coexiste avec un certain

nombre d'institutions impliquées dans le processus de changement technique ; c'est l'émergence de l'Université du Capital Technologique (UCT).

Dans notre vie quotidienne, les relations politiques et commerciales ne sont plus clairement distinguées de la relation universitaire, qui à son tour a été touchée et transformée par le poids du développement technologique. La relation scientifique, comprise à partir de l'idée de la science des Lumières, qui a prévalu jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, a expiré. Dans l'UCT, la science ne préside pas la production universitaire. Elle est maintenant subordonnée à la production de technologie, à la production d'innovations. C'est l'une des principales caractéristiques de l'UCT ; elle cherche à participer aux phases ultérieures de développement de l'innovation. La production de connaissances (la recherche mais aussi sa transmission dont l'enseignement) est destinée à répondre aux demandes des entreprises de capital potentialisé. Une autre caractéristique de l'UCT est la tendance à diviser enseignement et recherche.

En plus, dans l'UCT, l'AU se divise en trois dimensions inconciliables. L'autonomie financière ou mercantile apparaît comme une condition préalable, et aussi comme un obstacle, de l'autonomie corporative et de la raison. Pour l'UCT, l'Université doit avoir, avant tout, des ressources suffisantes. Cependant, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et de façon décisive à partir du XX<sup>e</sup> siècle, dans les principaux pays il est devenu évident que cette condition ne pouvait être rempli à partir du seul financement public. Cette exigence financière ne devrait pas, selon le modèle de l'UCT, entraîner une perte d'autonomie corporative ou d'autonomie de la raison par rapport à l'Etat ni à une entreprise capitaliste. Le recours au marché se trouve ainsi justifié comme moyen de la diversification de ses sources de financement. En cas de succès, l'autonomie corporative et l'autonomie de la raison pourraient alors être assurée dans l'UCT.

Conformément à ces changements, de plus en plus forts depuis la Seconde Guerre mondiale, nous notons que la relation entre l'État et l'Université a changé. L'État a développé des fonctions d'évaluation et de suivi de l'enseignement et de la recherche (Neave, 1988 et 2012). En Amérique Latine, cette évolution est guidée par les orientations générales et les critères établis par les organisations internationales comme la Banque Interaméricaine de Développement, la Banque Mondiale et l'UNESCO. Au même temps, l'Etat encourage les relations mercantiles à l'Université. Ces différentes caractéristiques qui, jadis, auraient été condamnés comme des violations de l'AU, sont aujourd'hui promues.

Nous avons constaté que cette transformation de la notion d'AU nous aide à construire une explication cohérente de la disparition des frontières si soigneusement élaborées par le projet des Lumières entre l'Université, la Société Civile et l'État, contribuant ainsi à développer une explication cohérente de ce nouveau contexte. L'approfondissement de la différenciation intrinsèque du capital intègre des sphères qui, traditionnellement, échappaient au domaine mercantile, à des processus de planification conscients (Levin, 1997). Ce n'est pas une planification centrale de toute la société capitaliste, mais plutôt l'aperçu d'une planification comme relation sociale en concurrence avec la relation mercantile traditionnelle (supposément entre hommes libres et égaux).

Dès lors, l'idée du chercheur choisissant librement ses sujets de recherche ne tient plus. Des contrats de conseil et de transfert de connaissances scientifiques et technologiques avec le secteur privé et l'État se développent. Si le lien entre le choix des sujets de recherche et les exigences du capital devient plus apparent, ceci ne signifie pas que les recherches antérieures aient été entièrement autonomes. Simplement, la production de la connaissance libre avait plus d'espace pour se développer dans un contexte dans lequel la domination n'était ni directe ni aussi étendue.

Les luttes contre la *privatisation* ou la *marchandisation de l'Université* ne devraient pas générer une idéalisation de l'Université précédente. L'idéal d'Université des Lumières n'a été jamais pleinement

réalisé dans aucune université réellement existante. Même dans les plus importants exemples du modèle des Lumières, les universités allemandes, la mission reproductrice de l'idéologie est restée présente, en confrontation avec la production de la Science. Depuis son premier processus de massification à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, s'est déployé son caractère d'institution formateur de la force de travail professionnelle adaptée aux besoins du capital. On pourrait remonter au-delà (Langer, 2008). Notons simplement qu'à partir de la grande industrie, le capital met la science à son service. En ce sens, l'« irrationnelle routine d'exploitation est remplacée par l'application technologique consciente de la science. » (Marx, [1867] 1973 : 420).

Il est donc illusoire de considérer que le scientifique ou l'universitaire est étranger à son propre temps, de penser qu'il ne présente pas une conscience mercantile, contrairement au reste de la population. Le scientifique, comme le reste de l'humanité, a été élevé et vit immergé dans des relations sociales. Il est un sujet qui se reproduit, comme tout *homo-mercator*, par l'achat et la vente de marchandises. Même s'il essaye de se cacher derrière le principe de l'AU, il est un produit de sa société.

Mais il y a plus. L'université joue un rôle central dans le système de domination indirecte qui soutient le capitalisme : le scientifique bénéficie d'une reconnaissance, même aujourd'hui ; il passe pour désintéressé et porteur de vérité. Dans la mesure où cette vérité va reproduire l'ordre existant, elle aide, d'une façon extrêmement puissante et efficace, à la domination indirecte des opprimés dans la société, dont lui-même<sup>8</sup>.

Néanmoins, une étape est franchie avec l'UCT. Là où dans la période précédente, le lien entre l'Université et la Société Civile semblait diffus, ou du moins non immédiat, peut-être parce que l'UL a été protégé par son Autonomie Universitaire, l'autonomie de l'UCT est avant tout financière. Dans l'exercice de poursuivre librement la vente des produits de l'Université, l'AU se rapproche de l'idéal de la liberté de *l'homo-mercator*, producteur de marchandises du capital indifférenciée, qui est libre de décider par lui-même ce qu'il produit, sans dépendre directement d'aucun autre producteur. Cependant, nous estimons que cette notion que nous pouvons renommer comme autonomie marchande est anachronique. En effet, l'autonomie est aujourd'hui de plus en plus propriété du capital potentialisé. De même que les entreprises entre désormais en dans des relations hiérarchisées suivant leur type de capital, les relations entre la Société Civile, l'État et l'Université s'inscrivent selon nous dans une hiérarchie établie, où l'Université doit répondre à des « donneurs d'ordre » extérieurs, ce qui contredit l'idée d'autonomie.

Jusqu'ici, nous avons développé des concepts analytiques clés dans l'histoire de l'Université. Nous suggérons que, jusqu'au point actuel de développement, l'Université la plus aboutie a été l'UL car en son cœur se trouve la lutte pour l'autonomie de la raison, qui peut être réinterprétée comme un cri de ralliement (incomplet et peut-être même naïf, mais néanmoins valable) de la science dans son combat contre l'idéologie. Cette donc cette autonomie de la raison qui doit caractériser l'Université émancipatrice, bien qu'elle reste incomplète d'un point de vue programmatique. Les deux autres dimensions de l'AU (autonomie corporative et autonomie financière ou mercantile) s'y subordonnent comme conditions nécessaires. Par conséquent, nous pensons que nous sommes confrontés, au niveau mondial, à une Université éloignée de ce principe et qui a pris des déterminations spécifiques à l'étape du capital technologiquement différencié, celles de l'UCT que nous venons de caractériser.

### **L'Université des Catacombes : créature du capitalisme et, en même temps, préfiguration de son dépassement**

Jusqu'à présent, la scène semble un peu sombre. Mais notre tableau est incomplet. Ce n'est pas la

fin absolue de l'AU. Elle s'est repliée jusqu'à présent dans les zones étroites ou qui ne présentent pas d'intérêt pour le capital potentialisé. Il reste des niches où survivre, résister, se battre. Ces espaces de respiration pour le chercheur (l'enseignant et/ou l'étudiant), nous nous y référons comme Université des Catacombes (UC).

L'UC est un modèle analytique qui institutionnalise le groupe d'étudiants et de professeurs de l'Université existante qui non seulement résiste à un changement qui essaie de nous écraser, mais ce faisant construit chaque jour une université fondée sur la production de connaissance, et adopte un point de vue programmatique<sup>9</sup>. On cherche à éveiller chez nos partenaires universitaires la puissance libératrice du concept comme une relation sociale transformatrice. Nous nous reconnaissons comme chercheurs dans un processus collectif d'auto-éducation et de création conceptuelle. Notre travail est réglé en vue de collaborer au processus d'élaboration d'une stratégie révolutionnaire que nous comprenons, comme les jeunes Marx et Engels dans le *Manifeste Communiste*, comme inséparable de la production de connaissances scientifiques.

Résumons-nous. Si, depuis son origine, l'Université se distingue des autres domaines de l'enseignement par son caractère autonome, mais qu'en même temps l'AU est impossible, c'est que l'Université ne peut pas se réaliser en tant qu'institution capitaliste. À nous dès lors de planifier un projet de construction d'Université productrice de connaissance, un projet qui ne se conçoit pas comme séparé de sa mise en œuvre, mais au contraire comme partie prenante d'une stratégie révolutionnaire, une stratégie pour surmonter toutes les relations de domination, d'exploitation et d'oppression.

Il apparaît rétrospectivement que, jusqu'à présent, l'AU a existé comme projet, dans une tension constante. L'idée de l'AU comme une réalité absolue, abstraitement garantie, a perdu son sens aujourd'hui. Ce n'est donc pas le drapeau de l'AU des Lumières dont il faudrait se saisir pour résister aux évolutions actuelles. Concevoir l'Université comme une unité de production sociale générale et le concept comme un produit (et, donc, une relation) social nous oblige plutôt à entreprendre une lutte offensive pour le développement de l'Université de l'avenir. Nous comprenons que cette Université ne tombera pas du ciel. Cela dépend de l'organisation et du travail collectif, productif, poétique, créatif, infatigable de tous ceux qui ont l'intention de la constituer. Dans cet exercice, nous croyons que l'AU devra se transformer pour nourrir la métamorphose de l'UC en Université de Transition (UT). L'UT est l'utopie que nous suggérons comme nécessaire dans la transition vers une société sans exploitation ni domination.

Nous ne proposons pas une tâche entièrement nouvelle. L'UL et l'Université Impériale ont vécu et combattu, l'un comme le modèle dominant et l'autre dans son ombre. Et c'est précisément de cette ombre qu'est née l'UCT. De la manière que l'UL n'était pas seule à son époque, l'UC fait aujourd'hui face à l'UCT. Elle a la possibilité d'attendre patiemment toute en restant active, alerte et combative, pour se recréer et se développer, comme l'a fait l'Université Impériale en préparant l'UCT.

Nous nous sommes aventurés à commencer à esquisser quelques lignes directrices pour servir de point de départ au développement de cette nouvelle institution à partir de l'UC, en profitant des brèches laissées par l'UCT. L'UC peut faire face à l'UCT mais seulement si elle s'est préparée pour chaque bataille. La mission de l'UC est de préparer le terrain pour se préparer à écraser l'Université existante en se métamorphosant en UT.

### **Pistes pour construire dès à présent l'Université de Transition**

Pour atteindre cet objectif, nous travaillons ici sur les changements que nous estimons nécessaires

pour les instances de direction de l'Université. Nous pourrions commencer cette réflexion en considérant que chaque université publique<sup>10</sup> est un monde. Chacune a ses caractéristiques propres dans son processus de prise de décision. Sans entrer dans chaque type de gouvernement universitaire, tâche titanesque, nous considérons comme les plus avancées en termes démocratiques celles qui incluent des représentants étudiants dans leurs instances de direction. Cependant, cette inclusion a toujours été très minoritaire. Ce sont les enseignants, parfois même seulement une catégorie de professeurs, qui détiennent la majorité (parfois absolue, comme à l'Université de Buenos Aires) des représentants. Ces instances se structurent suivant une division par corps électoraux : les enseignants (ensemble ou divisés entre professeurs et assistants) et les étudiants, et dans certains cas les diplômés et les personnels non-enseignants. S'y ajoutent dans les universités les plus proches de l'archétype de l'UCT, des représentants des acteurs externes, généralement associés aux grandes entreprises. On doit préciser que certains corps peuvent ne pas être représentés dans certaines universités. Mais dans toutes les universités on retrouve cette division en corps électoraux. Autrement dit, il n'y a pas de listes uniques regroupant les divers membres de l'Université et un corps électoral commun : chaque corps électoral choisit ses propres représentants<sup>11</sup>.

Il faut dans un deuxième temps analyser les différents types d'organismes représentatifs de la communauté universitaire. Nous pourrions les diviser en deux groupes. D'une part, on trouve les instances chargées de résoudre les problèmes généraux de l'institution, communes à toutes les institutions publiques (conseils de gestion, conseils supérieurs, conseils d'établissement, les organes collégiaux de l'université, le Sénat et aussi la plupart des tâches des recteurs et doyens automnes). D'autre part, certaines instances se concentrent sur la prise de décisions spécifiquement universitaires : celles relatives à la production et la transmission des connaissances (directeurs d'études, corps électoraux ou conseils académiques, etc.).

Dans chaque instance, les décisions sont prises par un enseignant, un groupe d'enseignants qui peut être accompagné de représentants d'entreprises ou de l'Etat et des collectivités, ou différents acteurs reconnus de l'Université, mais toujours avec la séparation des corps. Cette règle semble donc être la forme de prise de décision la plus démocratique à l'université. Cependant, cette division reste insatisfaisante, même si elle est comparativement plus démocratique que les systèmes n'intégrant pas les étudiants. Si elle assure la représentation des étudiants et les associe aux décisions quotidiennes, leur poids reste marginal, en particulier lorsqu'il s'agit du processus de production des connaissances. Nous comprenons donc qu'il ne peut y avoir d'Université de la Transition tant que nous ne surmonterons par cette division<sup>12</sup>. Elle a été imposée de l'extérieur et se situe hors du développement conceptuel de l'Université. Nous devrions nous demander pourquoi une si grande institution n'a pu parvenir au stade de la démocratie bourgeoise. Le vote qualifié qui domine encore les instances de gouvernance universitaire est en effet moins démocratique que la démocratie représentative bourgeoise indirecte où un homme ou une femme est égal-e à un vote.

Mais une telle démocratie bourgeoise (un individu, un vote) au sein de l'Université ne résoudrait pas le problème sous-jacent : la séparation des membres de l'Université en catégories. Dans cet exercice de programmation pour détacher du développement conceptuel des lignes stratégiques conduisant vers une Université de la Transition, la revendication d'autonomie corporative à l'Université devrait dépasser les limites de la démocratie représentative et promulguer une démocratie directe avec rotation des mandats, révocables et impératifs. Cette transformation ne peut se faire sans la dissolution des corps électoraux et l'exigence que les décisions soient prises exclusivement par les travailleurs de l'Université (enseignants, étudiants et, pour les décisions qui n'impliquent pas des connaissances académiques, les travailleurs non-enseignants) de manière conjointe. Oui, nous proposons l'élimination de toute représentation des diplômés comme des entrepreneurs ou des personnalités de « la société ». En fait, pour avancer vers la suppression des corps, l'une des premières mesures devrait être d'éliminer toute catégorie « extra-universitaire »<sup>13</sup>.



Dans l'UT, les élections aux instances de gouvernement doivent rendre visibles les différents modèles ou projets universitaires en compétition. Il s'agit là des réelles différences politiques, programmatiques, qui doivent être représentées, plutôt que la condition circonstancielle d'étudiant ou d'enseignant dont la division en corps électoraux assure la représentation.

Nous pensons l'UT comme un terrain d'épanouissement de chaque individu, désormais libéré de toute tutelle. Libre aussi car chacun, dans son expérience individuelle intégrée à une expérience sociale révolutionnaire, est l'architecte de son propre destin, est un auto-législateur. En ce sens, la prise de décision ne peut pas être considérée comme séparée du processus de production qui fait de l'Université une unité de production sociale générale : la production de connaissance. Commencer à dessiner un nouveau concept d'autonomie de la raison, prenant en compte les besoins sociaux de notre temps, est peut-être le plus grand défi qui nous reste à relever. Si le projet d'autonomie de la raison des Lumières ne peut se développer, c'est parce que la pensée y reste enchaînée. Que penser et ne pas penser reste encore en grande partie imposé et se reproduit avec les structures de pouvoir au sein de l'Université : un petit groupe d'enseignants agit comme autorité politique grâce à sa surreprésentation dans les instances de direction de l'Université, au nom d'une supposée supériorité académique.

A ceux qui se reconnaissent encore dans le projet de la Réforme de Cordoba (Argentine, 1918)<sup>14</sup> Nous assurons que notre proposition de dépassement de la division en corps électoraux ne se dirige pas contre eux. Nous reconnaissons dans la Réforme de l'Université de Cordoba en 1918 un précédent puissant pour penser l'organisation d'un collectif universitaire prêt à tout abandonner pour son projet d'Université. Néanmoins, nous interprétons la Réforme comme un pari, à la fois tardif et en avance sur son temps. Il est en retard parce que les réformateurs ont cherché à se libérer du modèle de l'université de la scolastique médiévale, qui avait été abandonné un siècle auparavant en Europe. Mais en même temps, les étudiants de Córdoba marquent un précédent quand ils exigent d'être reconnus en tant que législateurs.

Les étudiants sont reconnus capables de gouverner une institution publique, l'Université. Ils ont poursuivi l'objectif de participer aux décisions politiques que les universités partagent avec d'autres institutions. Mais cette exigence, matérialisée dans le co-gouvernement universitaire, reste à mi-chemin parce que les étudiants ne se reconnaissent pas comme législateurs du processus de production spécifique de l'Université. La production de connaissances scientifiques exige que chaque travailleur du concept se reconnaisse comme son propre législateur. Ceci requiert de légiférer au niveau des décisions générales de l'Université en tant qu'institution publique, mais aussi de démocratiser la production de la connaissance elle-même. Pour ce faire, nous croyons que le dialogue permanent et la discussion entre tous ceux qui donnent vie à chaque discipline est indispensable. En outre, en vue de développer une explication cohérente, intégrée et significative de notre expérience, notre projet d'Université devrait envisager l'existence d'instances de discussion et de décision ayant pour objet la diffusion interdisciplinaires des connaissances produites à l'Université. Des instances où est remis en question le cloisonnement de l'expérience en champs très pointus et déconnectés qui favorise la scission en disciplines ou domaines de connaissances qui peuvent devenir statiques et isolés.

Nous pensons qu'être législateur de la production de connaissance, c'est faire sien la revendication d'autonomie de la raison à un nouveau stade, celui d'autonomie du concept. Par autonomie du concept, il faut comprendre l'exigence que tout producteur de savoir soit son propre législateur, membre d'un corps politique collectif. Ce qui nécessite la démocratie directe en ce qui concerne la spécificité de l'Université comme l'unité de production de la science. Ce processus de prise de décision devrait être accompagné par une division des tâches réparties suivant des mandats spécifiques, impératifs, rotatifs et révocables. Ces caractéristiques du mandat nous apparaissent essentielles pour surmonter les limites de la démocratie représentative bourgeoise dont les élus ne

Pour autant, une gouvernance universitaire démocratique répond-elle à la nécessité de produire un savoir intégré de manière cohérente, constamment en mouvement, en permanente transformation irréversible, qui favorise le développement d'une stratégie révolutionnaire en lien avec le reste de la société ? Il nous semble peu défendable que les formes institutionnelles par elles-mêmes assureraient la solution à nos problèmes. Pour surmonter la peur de la vérité (Hegel, [1807] 2007), pour dépasser l'inaction de la pensée face à la réalité actuelle se présentant comme externe et immuable, un changement formel ne peut suffire sans une transformation complète, profonde. D'ailleurs, il n'est pas facile de surmonter la notion métaphysique qu'il existe une méthode qui contienne elle-même la possibilité de produire des connaissances libres et qu'ensuite l'exercice politique se réduit à trouver ce trésor caché, à faire connaître les horribles vérités immanentes de ce système et, comme par magie, que cette connaissance poussera à l'amélioration. Ces illusions sont de puissantes armes de l'idéologie qui répriment notre pouvoir révolutionnaire.

### **L'Autonomie Universitaire de l'Université de Transition : l'autonomie du concept**

Le remplacement de l'autonomie de la raison par l'autonomie du concept dans ses dimensions éthique, esthétique, juridique et politique peut être une alternative pour penser la production de connaissances non comme un *guide pour l'action*, mais comme *constituant lui-même de la stratégie révolutionnaire*, comme action transformatrice. Nous soutenons que le développement conceptuel est politique, programmatique. Il nous appelle à prendre la décision de produire dès aujourd'hui les institutions de la transition historique. On comprend aisément que cette tâche colossale ne peut être entreprise à l'aveugle et nécessite une planification consciente qui soit, tout à la fois, théorie et action ; une planification qui dépasse cette dichotomie.

Dans ce contexte, on pense qu'une partie de la tâche de planification est la sélection des questions pertinentes à étudier dans le cas de l'Université. Nous croyons que la solution n'est pas seulement de remplacer certaines recherches déjà en cours par d'autres de plus grand impact social comme, par exemple, la lutte contre les maladies non rentables. Dans des situations d'urgence, dans des contextes dramatiques pour la société, il ne suffit pas d'avoir une perspective plus large. Nous soutenons qu'il est nécessaire d'approfondir notre champ d'étude.

Les étudiants et enseignants précaires peuvent travailler dès d'aujourd'hui comme des chercheurs visant la production d'une nouvelle société. Il est essentiel que ce projet, faire d'aujourd'hui une utopie abstraite, se concrétise. Nous savons que cette tâche est plus simple si nous pouvons consacrer notre journée de travail à la recherche formelle, quitte à nous soumettre aux rituels de l'institution qui entrent en contradiction avec notre vision de la production de connaissances. L'Université des Catacombes, qu'aujourd'hui nous construisons mais que nous voulons surmonter à partir de la production d'une Université de Transition, est financée par notre propre travail en tant que chercheurs (même si nous sommes étudiants et / ou enseignants précaires). Mais elle exige également le temps militant des collègues statutaires occupés à la recherche de financements. Puisque l'Université de Transition ne naîtra pas mécaniquement de l'Université des Catacombes, ce projet requiert notre engagement.

De plus, il faut compter avec l'histoire d'une institution vieille d'environ 800 ans. Pour faire notre propre avenir, nous pouvons reconnaître dans le projet de l'Université des Lumières un précédent d'une Université qui, en avance sur son temps, a été le seul projet centralement préoccupé par la spécificité de l'Université, plaçant en son centre l'autonomie de la raison.

Nous avons choisi le défi de travailler sur les problèmes qui ont conduit à la transition vers l'Université du Capital Technologique. Ce qui nous a conduit à comprendre que l'Université ne peut pas être conçue exclusivement comme un cadre autonome et anarchique de libre pensée, mais plutôt comme une unité de production collective d'une nouvelle Lumière doté d'un point de vue programmatique, en travaillant à partir d'aujourd'hui pour produire des institutions afin de surmonter les problèmes que le capitalisme a prolongé ou généré et qui ne peuvent être dépassés à partir de ses marges. Mais, même si nous profitons de l'héritage historique de l'Université et que nous travaillons tous les jours depuis les catacombes, le succès n'est pas assuré.

Pestre (2005) souligne qu'il nous faut une autre éthique à la mesure du présent historique. Nous réinterprétons cette affirmation, dans notre contexte, comme la nécessité de produire une pensée cohérente non seulement en termes rationnels ou cognitifs, mais également dans sa dimension éthique, esthétique, juridique et même émotionnelle. Elle doit être politique, être une philosophie ouvrière intégrée dans une perspective programmatique. En élaborant une expérience révolutionnaire, nous croyons qu'il est indispensable de mettre en mouvement la production conceptuelle. La liberté de *penser par nous-mêmes* ne peut être limitée à la connaissance purement cognitive, ou renvoyer simplement à une notion de liberté individuelle. Nous concevons le concept, en même temps, comme processus et produit social général.

Bien sûr, il est impossible de parvenir à construire notre projet d'Université de Transition en restant déconnecté du processus global de transition de la société. Ce projet d'Université est simplement une graine que l'on doit arroser, faire pousser, tailler et fertiliser avec d'autres, dans l'optique de produire un nouvel écosystème. La puissance de l'organisation est indispensable à une telle entreprise.

Nous avons besoin de l'engagement généralisé de centaines de milliers de travailleurs qui planifient dès aujourd'hui la société souhaitée. Dans notre cas, en tant que maillon essentiel de la chaîne, notre tâche spécifique de développement progressif de l'Université des Catacombes (jusqu'à, en cas de succès, sa transformation qualitative en Université de Transition), exige que chacun de nous, universitaires, nous engagions organiquement avec notre travail productif spécifique : l'activité conceptuelle.

## Références

Abellán, J. (2008). La idea de Universidad de Wilhelm von Humboldt, Oncina Coves, Faustino (ed.), *Filosofía para la Universidad, Filosofía contra la Universidad (de Kant a Nietzsche)*, Madrid, Dickinson, pp. 273-296.

Anderson, R. D. (2004). *European Universities from the enlightenment to 1914*, Oxford, Oxford University Press.

Bacin, S. (2008). Filosofía aplicada: La idea de Fichte para una nueva Universidad, Oncina Coves, F. (ed.), *Filosofía para la Universidad, Filosofía contra la Universidad (de Kant a Nietzsche)*, Madrid, Dickinson, pp. 199-233.

Bahti, T. (1987). « Histories of the University: Kant and Humboldt », *German Issue*, vol. 102, n° 3, pp. 437-460.

Baldwin, J. (1972). « Introduction », Baldwin, J. W., Goldtwaite, R. A. (ed.) *Universities in Politics: Case Studies from the Late Middle Ages and Early Modern Period*, Baltimore, The Johns Hopkins Press, pp. 9-10.

Cazenave, A. (2014). « La producción conceptual en el contexto de la teoría económica », Levin, P., Cazenave, A., Piqué, P., Rikap. C., Romero, V. (ed.), *Apuntes para el Metaplán*, Buenos Aires, CEPLAD. UBA, pp. 87-190.

Cobban, A. (1999). *English university life in the Middle Ages*, London, Routledge.

Gieysztor, A. ([1992]2003). « Administración y recursos », Ridder-Symoens, H. (ed.), *Las universidades en la Edad Media: Historia de la universidad en Europa 1*, Bilbao, Universidad del País Vasco, pp. 121-162.

Grant, E. (1984). « Science and the Medieval University », Grant, E., *The Nature of Natural Philosophy in the late middle ages*, Washington, Catholic University of America Press, pp. 16-48.

Hammerstein, N. ([1996]2003). « Relaciones con la autoridad », Ridder-Symoens, H. (ed.), *Las universidades en la Europa Moderna temprana (1500-1800): Historia de la universidad en Europa 2*, Bilbao, Universidad del País Vasco, pp. 115-158.

Hegel, G. ([1807]2007). *Fenomenología del espíritu*, Fondo de Cultura Económica, Buenos Aires.

Hegel, G. ([1821]1999). *Principios de la Filosofía del Derecho*, Edhasa, Barcelona.

Humboldt, W. ([1810]1943). "Sobre la organización interna y externa de los establecimientos científicos superiores en Berlín", *Escritos Políticos*, México D.F., Fondo de Cultura Económica, pp. 165-175.

Kant, I. ([1784]2009). *Contestación a la pregunta: ¿Qué es la Ilustración?*, Madrid, Alianza.

Knowles, D. ([1962]1988). Part Three. The New Universities - The Rediscovery of Aristotle, Knowles, D., *The Evolution of Medieval Thought*. London, Longman, pp.139-200.

Langer, A. (2008), "El sistema científico y las universidades: revisión de teorías y enfoques en América Latina y Argentina", Graciela C. Riquelme (ed.), *Las universidades frente a las demandas sociales y productivas. Capacidades de los grupos de docencia e investigación en la producción y circulación de conocimiento*, Miño y Dávila, Buenos Aires, pp.1-35.

Leff, G. (1975), *William of Ockham: the metamorphoses of scholastic discourse*, Manchester, Manchester University Press.

Le Goff, J. ([1985]2006). *Los intelectuales de la Edad Media*, Barcelona, Editorial Gedisa.

Levin, P. (2010), "Esquema de la Ciencia Económica". *Revista de Economía Política de Buenos Aires*, vol 7/8, pp. 247-289.

——— (1997), *El Capital Tecnológico*, Catálogos, Argentina.

——— (1977). "Circuitos de Innovación". *Revista Interamericana de Planificación*, Vol XX (44).

Matkin, G. W. (1990). *Technology Transfer and the University*, Nueva York, Macmillan Publishing Company.

Mondolfo, R. (1972). *Universidad: pasado y presente*, Buenos Aires, Eudeba.

Morgan, K. (2011). Where is von Humboldt's University now? *Research in Higher Education-Daigaku Ronshu*, vol. 42, 325-344.

Nardi, P. ([1992]2003). « Relaciones con la autoridad », Ridder-Symoens, H. (ed.), *Las universidades en la Edad Media: Historia de la universidad en Europa 1*, Bilbao, Universidad del País Vasco, pp. 85-120.

Oncina Coves, F. (2008). « La filosofía clásica alemana y su idea de Universidad: ¿un anacronismo viviente? », Oncina Coves, F. (ed.), *Filosofía para la Universidad, Filosofía contra la Universidad (de Kant a Nietzsche)* (pp. 13-48), Madrid, Dickinson.

Pestre, D. (2005), *Ciencia, Dinero y Política*, Nueva Visión, Buenos Aires.

Pirenne, H. ([1933]1975). *Historia Económica y Social de la Edad Media*, México, Fondo de Cultura Económica.

Pirenne, H. (1981). *Historia de Europa. Desde las invasiones al siglo XVI*, México, Fondo de Cultura Económica.

Ridder-Symoens, H. ([1996]2003). « Administración y recursos », Ridder-Symoens, H. (ed.), *Las universidades en la Europa Moderna temprana (1500-1800): Historia de la universidad en Europa 2*. Bilbao, Universidad del País Vasco. pp. 159-219.

Rosenzweig, R. (1985). « Research as Intellectual Property: Influences within the University ». *Science, Technology & Human Values*, 10, 41-48.

Rüegg, W. ([1992]2003). « Historia de la Universidad en Europa. Volumen I ». Ridder-Symoens, H. (ed.), *Las Universidades en la Edad Media*, Bilbao, Universidad del País Vasco.

———— ([1996]2003). *Historia de la Universidad en Europa. Volumen II*, Ridder-Symoens, H. (ed.) *Las Universidades en la Europa moderna temprana (1500-1800)*,. Bilbao, Universidad del País Vasco.

———— (2004). *A History of the University in Europe. Volume III: Universities in the Nineteenth and early Twentieth Centuries (1800-1945)*, Cambridge University Press, Epub.

Santos C. (2009). *El patentamiento universitario como fenómeno específico de la universidad del capital tecnológico. Una lectura desde la Economía Política*. Mémoire de maitrise non publié, Universidad Nacional de Quilmes, Argentina.

Shank, M. (2003). *Schools and Universities in Medieval Latin Science, The Cambridge History of Science. Volume 2 Medieval Science* (pp.207-239), Cambridge University Press. Epub.

Verger J. (1993). *Examen privatum, examen publicum. Aux origines médiévales de la thèse*, *Mélanges de la bibliothèque de la Sorbonne*, vol. 12, pp. 15-43.

Verger J. (1997). *L'essor des universités au XIII<sup>e</sup> siècle*, París, Les éditions du Cerf.

Verger, J. (2005). *The universities and scholasticism*, Fouracre, P., *The new Cambridge Medieval History*, Cambridge, Cambridge University Press, Epub, pp. 256-276.

Verger J. y Charle C. (2012). *Histoire des universités; XIIIe-XXIe siècle*, Paris, PUF.

Villa Pachecho, B. (2005). « Sobre el lugar común: La Universidad humboldtiana puede ser correcta en teoría, pero no vale para la práctica. Una breve introducción a tres textos de Humboldt sobre la Universidad », *LOGOS, Anales del Seminario de Metafísica*.

Wertz, M. (1996). « Education and character: the classical curriculum of Wilhelm von Humboldt », *Fidelio*, vol. 5, pp. 1-15.

Nos contenus sont placés sous la licence Creative Commons ([CC BY-NC-ND 3.0 FR](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/fr/)). Toute parution peut être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur-e(s) et URL d'origine activée.

## références

1. ↑ Voir Rüegg ([1992] 2003 et [1996] 2003) et Ridder-Symoens ([1996]2003), Nardi ([1992]2003), Hammerstein, ([1996]2003). D'autres sources consultées sont principalement : Knowles ([1962]1988), Mondolfo (1972), Baldwin (1972), Leff (1975), Pirenne ([1933]1975), Grant (1984), Le Goff ([1985]2006), Gieysztor ([1992]2003), Verger (1993, 1997 et 2008), Cobban (1999), Shank (2003) et Verger et Charle (2012).
2. ↑ L'Université de Bologne, en concurrence avec l'Université de Paris pour l'antériorité, prétend avoir été fondée au XI<sup>e</sup> siècle. Cependant, des études récentes placent plutôt la naissance de l'Université au XIII<sup>e</sup> siècle (Rüegg, 2003).
3. ↑ Chacune des trois figures principales de l'histoire de l'Université proposées ici (l'UM, l'Université des Lumières et l'Université du Capital Technologique) combinent et réarrangent, chacune à sa façon, trois formes d'autonomie également analysées plus loin. Chaque émergence d'une nouvelle autonomie révèle son existence préalable sous forme potentielle. Notre défi est de penser quelle autonomie doit être développée pour l'Université de transition, celle qui pourrait préfigurer l'Université du Socialisme.
4. ↑ Sur l'UL, voir le livre compilé par Rüegg (2004). Mentionnons également Rosenweig (1985), Wertz (1996), Bahti (2004), Anderson (2004), Villa Pacheco (2005), Abellán (2008), Bacin (2008), Oncina Coves (2008) et Morgan (2011). Nous nous sommes également fondé sur les auteurs contemporains (Kant, Fichte, Schelling, Schleiermacher et, bien sûr, Humboldt).
5. ↑ Les philosophes des Lumières reconnaissent traditionnellement deux sphères respectivement autonomes de relations sociales générales qui forment le capitalisme: la Société Civile et la Société Politique (Hegel, [1821] 1999). La Société Civile est l'enceinte de l'égoïsme universel où chaque individu entre en relation avec les autres êtres humains comme propriétaire privé de marchandises, libre et égal de ses alter-égos. Par conséquent, la Société Civile se présente comme la sphère libre, où les relations de pouvoir sont absentes. Au lieu de cela, l'Etat Moderne ou Société Politique est le terrain exclusif de tout le pouvoir de la société ; c'est la sphère de l'altruisme universel. Marx ([1867]1973) démolit cette division quand il développe le dédoublement interne entre les marchandises et la marchandise-argent qui a le pouvoir sur celles-là. Il nous reste à développer jusqu'à ses dernières conséquences cette grande découverte.
6. ↑ Nous comprenons le concept comme le processus et le produit (l'action et l'effet) de la production de connaissances scientifiques. Nous revenons ainsi à la notion de concept de la tradition des Lumières allemandes, en particulier à Hegel ([1807] 2007). Cependant, nous proposons de d'ajouter un élément à cette notion de concept : une dimension économique. Sous cette perspective, le concept est conçu comme le processus de production des connaissances dans le cadre du processus global de la production sociale générale. On entend par là non seulement la production reproductible par le travail humain, mais aussi la production créative non reproductible (Cazenave, 2014 ; Levín, 2010 ; Corsani et al, 2001).

- Cette analyse ne veut pas nier que la reproduction idéologique fonctionne même maintenant à l'Université, nier le rôle central de l'Université comme reproductrice de l'ordre existant. Ce n'est pas cette fonction que nous voulons développer dans ce travail, car elle a été effectuée par l'Université tout au long de son existence comme une institution capitaliste. L'Université
7. ↑ est le champ de bataille entre la science (comme projet de production incessante des connaissances et moyen pour complètement transformer la société capitaliste) et l'idéologie (comme l'arme la plus puissante que le capitalisme a aujourd'hui pour se perpétuer). Notre objectif est de réinterpréter les transformations récentes dans le contexte de la différenciation intrinsèque du capital avec une perspective programmatique.
- Dans leur travail quotidien, le scientifique a le défi d'aller au-delà de son propre temps, de ne pas se résigner à la reproduction idéologique. Il a comme défi la mise en mouvement de la production conceptuelle dans le contexte de l'élaboration d'une stratégie révolutionnaire. On
8. ↑ comprend que ce défi ne peut être affronté seulement par les scientifiques. Plus loin, nous proposons un éventuel dépassement de ce conflit incessant entre l'idéologie et la science qui utilise l'université comme un champ de bataille.
- On peut citer plusieurs moments de cette UC latente. Un exemple récent est l'occupation de la *London School of Economics* en Mars 2015. À l'Université de Buenos Aires (UBA), en
9. ↑ Argentine, on trouve depuis plusieurs années un foisonnement d'ateliers et de projets de recherche reconnus par l'UBA, mais sans une institutionnalisation complète, qui cherchent à produire de nouveaux projets d'Université, comme par exemple une École d'Économie Politique.
10. ↑ Nous nous intéressons aux universités publiques car ce sont elles qui suivent la tradition historique, en mettant l'accent sur l'AU, décrite ci-dessus.
- En Argentine, ces structures ont subi les effets de la crise de représentation générale. Au cours des dernières années, nous avons connu diverses luttes pour la démocratisation des instances de direction. Par exemple, la lutte universitaire dans la province de La Rioja pour l'établissement d'une participation des étudiants. En outre, certaines universités nationales (à Santiago del Estero, Rio Cuarto, Salta, La Pampa, Luján, Villa Maria, San Luis et San Juan), à la recherche d'instances plus représentatives et légitimes, élisent désormais leurs doyens et recteurs par vote direct de l'ensemble des corps électoraux, en conservant néanmoins des pondérations différentes suivant le corps (en faveur des professeurs). Du fait
11. ↑ de l'importance nationale de cette institution, la crise de la représentation à l'Université de Buenos Aires est celle qui a trouvé la plus grande résonance dans les médias nationaux. En 2006, le mouvement étudiant a réussi à empêcher, par la mobilisation, l'élection d'un recteur lié à la dernière dictature militaire. De plus, le dernier vice-recteur de l'UBA, Dario Richarte, était un fonctionnaire des services de renseignement du pays, responsables de la répression au cours de la crise de 2001 et partenaire du cabinet d'avocats qui, jusqu'il y a quelques mois, avait défendu le vice-président argentin contre des accusations de corruption. Suite à la dénonciation sans relâche des enseignants et des étudiants de l'UBA, début mars 2015, Dario Richarte a démissionné. Un sort partagé par le doyen de la Faculté de Sciences Economiques, accusé de corruption et de détournement de fonds publics.
- On peut proposer comme premières avancées d'augmenter la représentation des étudiants
12. ↑ (avec par exemple la parité comme revendication abordable) et de fondre les corps électoraux de professeurs et d'assistants en un corps électoral unique.
- Les universités ne sont pas des entités extra-sociales qui nécessiteraient un intervenant extérieur pour représenter la société lors de la prise de décision. Nous faisons partie de la société et agissons en son sein, autant que tout autre travailleur. De même, l'UT ne doit pas être une chimère. Elle est réelle en tant que projet, vivant mais pas encore réalisé. C'est un organe de la société que nous voulons construire. Au long de ce chemin, nous accordons une
13. ↑ attention particulière aux mécanismes reliant tous les processus de production pour projeter la société souhaitée à partir de celle d'aujourd'hui. C'est ici que le concept de planification nous est utile. L'explorer, le développer, en particulier en ce qui concerne la production créatrice et donc les processus de production universitaire, est pour nous un défi auquel nous ne pouvons nous soustraire.

- La réforme de Cordoba, en 1918, ou simplement Réforme de 18, est le nom retenu dans l'histoire du mouvement universitaire argentin, et au-delà dans toute l'Amérique Latine, pour faire référence aux révoltes des étudiants de l'Université de Cordoba en 1918 — une lutte victorieuse, débouchant sur une refonte des statuts de cette université. Les étudiants de Cordoba exigeaient la libération de leur université des chaînes scolastiques dans la mesure
14. ↑ où celle-ci était encore dominée par les jésuites. Parmi leurs revendications, immortalisées dans le *Manifeste liminaire de Deodoro Roca*, les étudiants de Córdoba exigeaient leur participation dans les instances dirigeantes de l'Université. La victoire a débouché sur ce qu'on appelle en Argentine le co-gouvernement universitaire : professeurs, étudiants et diplômés participent, dans des proportions différentes suivant les époques et les établissements, aux plus hautes instances dirigeantes de chaque université et faculté.